



LE FAIT DU JOUR

LA GUERRE EN UKRAINE

Le conflit va faire flamber certains produits alimentaires

Farine, pain, gâteaux, lait, beurre, poulet, œufs, porc... La guerre devrait faire grimper le prix de nombreuses denrées dans les rayons. De combien ? Quand ? On tente de faire le point.

ADELINE DABOVAL

AUTANT RASSURER tout de suite : la France est un grand pays agricole et aucune pénurie alimentaire n'est à craindre. Mais l'Ukraine et la Russie étant d'incontournables producteurs mondiaux de blé, de maïs, de tournesol et d'engrais, le cours des matières premières agricoles flambe, comme celui des énergies. La guerre en Ukraine aura rapidement un effet sur les prix de nos courses en France.

« Les négociations annuelles commerciales viennent de se terminer, rappelle Emily Mayer, chargée de ces questions à l'institut IRI. Avant même que le conflit ne démarre en Ukraine, nous avions tablé sur une augmentation de 3 % en moyenne des produits de grande consommation à partir d'avril, avec une hausse plus forte sur l'alimentaire. »

Quelques centimes de plus sur les viennoiseries

La guerre en Ukraine va donc venir renchérir de nombreux produits d'origine agricole qui étaient déjà à la hausse. « Les engrais azotés ont augmenté de + 138 % en 2021, le carburant agricole de + 55 %, l'énergie de + 30 %, l'alimentation animale de + 20 %, le blé vient de dépasser le cours de 345 € la tonne, un record jamais atteint, précise Christiane Lambert, la présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Il va falloir que l'effort soit partagé. Que le citoyen accepte de soutenir les agriculteurs en payant quelques centimes de plus. »

La présidente, elle-même à la tête d'un élevage porcin, a

chiffré la hausse. « Un foyer de quatre personnes dépense en moyenne 549 € par mois pour se nourrir, analyse Christiane Lambert. Rien que l'inflation, cela ajoute 5,39 €. Là, avec la crise ukrainienne, il faudra 10 à 12 € de plus par mois. Mais il faut absolument passer ces hausses pour tenir. »

Avec la flambée actuelle du cours du blé, les produits de boulangerie-pâtisserie sont directement concernés. « Les boulangeries ont du stock de farine. L'augmentation ne se verra pas tout de suite en boutique. Mais c'est une question de semaines », estime Paul Boivin, délégué général de la Fédération des entreprises de boulangerie, qui regroupe 140 sites industriels et 1 500 magasins. Ses adhérents sont aussi préoccupés par la hausse du prix du gaz, qui alimente les fours. Le prix de la baguette pourrait-il encore grimper ? « C'est un produit d'appel. On essaie de ne pas y toucher et de plutôt augmenter des produits plaisir. Mais on n'a pas non plus le droit de vendre à perte, tempère Paul Boivin. Je ne vois pas bien comment Leclerc pourra continuer à vendre sa baguette à 29 centimes. » Chaque artisan décidera de prendre sur sa marge ou d'augmenter de quelques centimes les pains, pains spéciaux, viennoiseries ou petits gâteaux.

Pas sûr que le maïs et le tournesol puissent être plantés au printemps en Ukraine. Or, le pays en est respectivement le quatrième et le premier exportateur mondial. Avec le blé, il s'agit de deux éléments majeurs de l'alimentation des animaux d'élevage français.

« 65 % du coût de production de mes porcs est leur alimentation, relève Isabelle Leballeur, agricultrice conventionnelle installée dans la Sarthe. Or, depuis l'année dernière, les grains ont pris 110 € la tonne, et encore 50 € depuis le conflit en Ukraine. » Avec

700 tonnes de nourriture apportées à ses 2 400 porcs chaque année, le surcoût était déjà de 77 000 € en 2021. « Soit environ 35 € de plus par cochon sortant de l'exploitation, déplore Isabelle Leballeur. Avec la crise ukrainienne, il faudra compter encore une quinzaine d'euros de plus. » L'éleveuse a pourtant le plus grand mal à répercuter cette hausse des coûts sur ses ventes, le cours du porc étant fixé

deux fois par semaine en fonction de la demande. Côté volailles, la hausse continue des aliments a la même conséquence pour ses six lots de 15 000 poulets par an : un surcoût de 55 centimes par poulet en sortie de ferme et 22 centimes supplémentaires à cause de la guerre. « On n'en peut plus », se désespère l'éleveuse.

L'huile de tournesol aussi à la hausse

La vache coûte plus cher à nourrir, donc son lait, le beurre, la crème coûteront aussi un petit peu plus. La poule également, donc les œufs suivent, etc. Tous les produits issus de l'élevage sont confrontés aux mêmes augmentations du prix de l'énergie, de la nourriture pour animaux et des engrais, dont la Russie représente 15 à 25 % du marché mondial. Les engrais, produits avec du gaz, ont ainsi vu leur prix tripler. « Il faudra payer 2 ou 3 centimes de plus

le litre de lait, quatre centimes de plus la barquette de jambon », prévient Christiane Lambert. L'Ukraine produit à elle seule 7 millions de tonnes d'huile de tournesol, la plus consommée en France, là où toute l'Union européenne en fait couler 3,9 millions de tonnes. Dans un marché des huiles déjà tendu par de mauvaises récoltes de palme et de colza, il faut s'attendre là aussi à voir le litre augmenter.



PHOTOGRAPHE: L'EST REPUBLICAIN - LIONEL WADAM

La boulangerie-pâtisserie est directement concernée par la flambée actuelle du cours du blé et des hausses devraient apparaître dans quelques semaines.